

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION

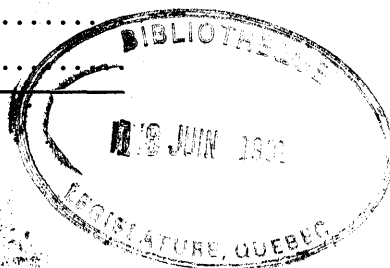
Projet de loi n° 17

**Loi modifiant certaines lois relatives
à l'administration de la justice**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie plusieurs dispositions législatives. Ces modifications sont de nature technique et ont pour but de faciliter l'administration des lois visées.

Le projet modifie:

- le Code civil;*
- le Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25);*
- la Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9);*
- la Loi sur le Conseil consultatif de la justice (L.R.Q., chapitre C-54);*
- la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1);*
- la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16);*
- la Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2);*
- la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1);*
- la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6);*
- la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15);*
- la Loi sur la probation et les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26);*
- la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16);*
- la Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (1978, chapitre 99);*
- la Loi sur les permis d'alcool (1979, chapitre 71);*
- la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre (insérer ici le nouveau numéro de chapitre du chapitre C-33)).*

Art. 1. La modification proposée est de concordance avec l'article 4.

Art. 2. La modification proposée est de concordance avec l'article 28.

Art. 3. La modification proposée a pour objet de préciser que, dans les bureaux d'enregistrement non pourvus d'un système informatique, l'index des noms s'appliquera à tous les actes non inscrits à l'index des immeubles; dans les bureaux où un système informatique est utilisé, l'index des noms s'appliquera également aux actes inscrits à l'index des immeubles.

Projet de loi n° 17

Loi modifiant certaines lois relatives
à l'administration de la justice

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Code civil

1. L'article 1040a du Code civil, édicté par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1964 et modifié par l'article 4 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de ce qui suit: «et à chaque bénéficiaire de la déclaration de résidence familiale dont l'adresse ou le domicile élu fait l'objet d'un avis».

2. L'article 2011 de ce code est modifié:

1° par la suppression du paragraphe 1 du premier alinéa;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ces créances n'ont de privilège que sur l'immeuble imposé spécialement et viennent en concurrence.».

3. L'article 2161 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1902, par l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1912, par l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1918, par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1922, par l'article 8 du chapitre 46 des lois de 1943, par l'article 33 du chapitre 45 des lois de 1948 et par l'article 20 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1. Un index ou répertoire, par ordre alphabétique, des noms de toutes les personnes désignées dans les actes ou documents, enregistrés mais non inscrits à l'index des immeubles, comme acquérant ou transmettant quelque droit affecté par l'enregistre-

Art. 4. Cet article a pour objet de permettre qu'un avis de l'adresse du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale soit donné au registrateur.

Arts. 5 à 8. Les modifications proposées sont de concordance avec l'article 4. L'article 5 propose en outre une modification de concordance avec l'article 2161b du Code civil, en ce qu'il prévoit que l'article 2161c s'appliquera désormais également au lot ou subdivision grevée d'un privilège.

ment, avec renvoi au numéro de l'acte ou document; dans les bureaux où un système informatique est utilisé, les noms des personnes désignées dans les actes ou documents enregistrés et inscrits à l'index des immeubles sont également inscrits dans cet index ou répertoire.».

4. L'article 2161b de ce code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 6 du chapitre 66 des lois de 1945 et par l'article 22 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du second alinéa par les suivants:

«Tout époux qui fait enregistrer une déclaration de résidence en vertu de l'article 455 du Code civil du Québec ou tout bénéficiaire de cette déclaration donne, au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve situé l'immeuble visé à la déclaration, avis de l'adresse du bénéficiaire de cette déclaration ou de son domicile élu et, en cas de changement, de sa nouvelle adresse.

L'avis d'adresse est sans effet après trente ans de la date de l'enregistrement de l'acte qui constitue l'hypothèque, le privilège ou la déclaration de résidence ou de l'acte qui lui donne effet.».

5. L'article 2161c de ce code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 23 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le numéro de chaque avis est noté dans l'index des immeubles, sur la page ou l'espace destiné au lot ou à la subdivision hypothéquée ou grevée d'un privilège en faveur de la personne donnant l'avis. Dans le cas d'une déclaration de résidence familiale, une pareille annotation est faite en faveur du bénéficiaire de cette déclaration.».

6. L'article 2161e de ce code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1905, par l'article 1 du chapitre 94 des lois de 1935, par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1945 et par l'article 24 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Cet avis doit aussi être transmis, dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons, au bénéficiaire de la déclaration de résidence familiale dont l'adresse ou le domicile élu fait l'objet d'un avis.».

Art. 9. Cet article propose, à l'article 2176a du Code civil, une modification de concordance avec les articles 2168 et suivants du Code civil.

Art. 10. La modification proposée est de concordance avec l'article 28.

Art. 11. Cet article a pour objet de permettre, avec l'autorisation du juge, l'assignation collective des héritiers d'une personne décédée depuis deux ans ou plus.

Art. 12. La modification proposée est de concordance avec l'article 40.

7. L'article 2161*i* de ce code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 6 du chapitre 30 des lois de 1905, par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1915, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1947 et par l'article 25 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

«Cet avis doit aussi être envoyé, par lettre recommandée ou certifiée, à chaque bénéficiaire de la déclaration de résidence familiale dont l'adresse ou le domicile élu fait l'objet d'un avis.».

8. L'article 2174*b* de ce code, édicté par l'article 27 du chapitre 11 des lois de 1980, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Cette personne est aussi tenue de donner avis de ce dépôt, par lettre recommandée ou certifiée, à chaque bénéficiaire de la déclaration de résidence familiale dont l'adresse ou le domicile élu fait l'objet d'un avis.».

9. L'article 2176*a* de ce code, édicté par l'article 5848 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 31 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement, au premier alinéa, de l'expression «lieutenant-gouverneur en conseil» par l'expression suivante: «ministre de l'Énergie et des Ressources».

Le présent article a effet depuis le 18 juin 1980.

Code de procédure civile

10. L'article 35 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par l'abrogation du paragraphe 2.

11. L'article 116 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**116.** Les héritiers d'une personne décédée depuis moins de deux ans ou depuis deux ans ou plus, mais dans ce dernier cas avec l'autorisation du juge, peuvent être assignés collectivement, sans mention de leur nom ni de leur résidence.».

12. L'article 305 de ce code, modifié par l'article 14 du chapitre 37 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots «le district judiciaire d'Abitibi», par les mots suivants: «les districts judiciaires d'Abitibi et de Roberval».

Art. 13. *La modification proposée à l'article 479 du Code de procédure civile est de concordance avec une modification apportée en 1979 à l'article 555 de ce code, qui avait supprimé la réquisition écrite demandant un bref d'exécution.*

Art. 14. *La modification proposée a pour objet de transférer du tiers-saisi au saisissant l'obligation de signifier au débiteur copie de la première déclaration du tiers-saisi.*

Art. 15. *La modification proposée a pour objet de prévoir que le jugement visé dans l'article 641.2 doit être signifié, et non plus notifié, au protonotaire.*

Art. 16. *Cet article allonge de cinq à dix jours le délai accordé à un débiteur qui fait l'objet d'une saisie-arrêt pour former opposition.*

Art. 17. *Cet article modifie le point de départ du délai prévu par l'article 647 du Code de procédure civile.*

Art. 18. *Cet article prévoit que c'est le percepteur des pensions alimentaires du district où le jugement a été rendu, et non plus celui du district où la demande est portée, qui agit en qualité de saisissant.*

13. L'article 479 de ce code est modifié par le remplacement de la seconde phrase par la suivante: «Néanmoins, la partie elle-même peut exécuter pour les dépens, si le consentement de son procureur apparaît sur le bref d'exécution.».

14. L'article 641 de ce code, modifié par l'article 32 du chapitre 37 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, des mots «signifier au débiteur et au saisissant» par l'expression: «signifier au saisissant»;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante: «Copie de celle-ci doit aussi être signifiée, de la même manière, au débiteur par le saisissant et la preuve de cette signification doit être produite au greffe.».

15. L'article 641.2 de ce code, édicté par l'article 7 du chapitre 21 des lois de 1980, est modifié par le remplacement des mots «notification du jugement au protonotaire» par les mots «signification du jugement au protonotaire, laquelle peut être faite par courrier recommandé ou certifié».

16. L'article 641.3 de ce code, ainsi renuméroté par l'article 8 du chapitre 21 des lois de 1980, est modifié par le remplacement des mots «cinq jours» par les suivants: «dix jours».

17. L'article 647 de ce code, modifié par l'article 9 du chapitre 21 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**647.** Dix jours après la signification au débiteur de la première déclaration du tiers-saisi, les sommes qu'il a déposées sont remises au saisissant par le protonotaire, sur demande, s'il n'y a eu ni opposition ni réclamation.».

18. L'article 659.3 de ce code, édicté par l'article 10 du chapitre 21 des lois de 1980, est modifié:

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots «où la demande est portée», par les mots «où le jugement a été rendu»;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Dans le cas où la demande est portée dans un district autre que celui où le jugement a été rendu, le percepteur qui la reçoit transmet les documents visés à l'article 659.2 à celui du district où le jugement a été rendu.».

Art. 19. *Cet article allonge de cinq à dix jours le délai dans lequel le tiers-saisi doit déposer.*

Art. 20. *Cet article propose une modification de concordance avec l'article 2159 du Code civil qui prévoit que c'est le ministre de la Justice qui nomme les registrateurs.*

Art. 21. *Cet article est de droit nouveau.*

Art. 22. *La modification proposée est de concordance avec l'article 20.*

Art. 23. *Le texte actuel des paragraphes b, d, j et k de l'article 1 de la Loi sur les fabriques est le suivant:*

«b) «curé»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une paroisse; ce terme comprend un curé, un quasi curé, un vicaire actuel, un vicaire économe, un vicaire par intérim, un vicaire coadjuteur et un vicaire substitut;

«d) «desservant»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une desserte;

19. L'article 659.8 de ce code, édicté par l'article 10 du chapitre 21 des lois de 1980, est modifié par le remplacement des mots «cinq jours» par les suivants «dix jours».

Loi sur les bureaux d'enregistrement

20. L'article 6 de la Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9) est modifié:

1° par le remplacement, à la première ligne du premier alinéa, des mots «Le gouvernement nomme,» par ceux-ci: «Le ministre de la Justice nomme, par arrêté,»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ces adjoints ont, à tous égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que le registrateur et les exercent sous l'autorité de ce dernier.»;

3° par la suppression du troisième alinéa.

Loi sur le Conseil consultatif de la justice

21. La Loi sur le Conseil consultatif de la justice (L.R.Q., chapitre C-54) est modifiée par l'insertion après l'article 9 du suivant:

«**9.1** Le Conseil peut créer des comités et déterminer leurs fonctions. Ces comités sont formés de membres du Conseil.».

22. L'article 10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot «Conseil» des mots «ou de comités dont ils sont membres».

Loi sur les fabriques

23. L'article 1 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) «curé»: la personne qui est préposée à l'administration d'une paroisse;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) «desservant»: la personne qui est préposée à l'administration d'une desserte;»;

3° par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«j) «paroissien»: une personne majeure de religion catholique romaine qui appartient à une paroisse ou à une desserte et qui n'est pas un clerc attaché au service de cette paroisse ou desserte;

«k) «paroissien propriétaire»: un paroissien qui possède depuis au moins six ans, à titre de propriétaire, un immeuble situé dans la paroisse ou desserte;».

Arts. 24 et 25. *Ces modifications sont de concordance avec l'article 23.*

Art. 26. *Cette modification est de concordance avec l'article 28.*

Art. 27. *Cette modification a pour objet de permettre à un marguillier de remplir deux mandats consécutifs.*

Art. 28. *Cet article supprime la section IX de la Loi sur les fabriques intitulée «Les cotisations».*

Arts. 29 et 30. *Ces modifications sont de concordance avec l'article 28.*

Art. 31. *Cet article est de concordance avec notamment l'article 28.*

«j) «paroissien»: une personne majeure de religion catholique romaine qui appartient à une paroisse ou à une desserte et qui n'est pas le curé ou le clerc attaché au service de cette paroisse ou desserte;»;

4° par la suppression du paragraphe *k*.

24. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«*h*) le nom de la personne qui occupe la fonction d'évêque catholique romain du diocèse, de curé d'une paroisse ou de desservant d'une desserte.».

25. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *u* par le suivant:

«*u*) contribuer à une caisse de retraite ou à un régime d'assurance collective pour le bénéfice de ses employés, du curé, du desservant ou des clercs attachés à la paroisse ou la desserte dont elle détient les biens.».

26. L'article 29 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne, des mots «ou des paroissiens propriétaires».

27. L'article 38 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**38.** Les marguilliers sortent de charge à tour de rôle, un tiers à la fin de chaque année financière; toutefois, leur mandat se prolonge jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

Un marguillier reste éligible à ce poste, mais il ne peut jamais remplir plus de deux mandats consécutifs.».

28. La section IX de cette loi, comprenant les articles 57 à 68, est abrogée.

29. L'article 69 de cette loi est abrogé.

30. L'article 71 de la Loi des fabriques (1965, 1^{re} session, chapitre 76), modifié par l'article 13 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

31. L'article 2, l'article 10, le paragraphe 4° de l'article 23, les articles 26, 28 et 30 sont sans effet à l'égard des actes de cotisation homologués avant le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

Art. 32. *Cette modification est de concordance.*

Art. 33. *Cette modification est de concordance avec la nouvelle Loi électorale et l'article 3 de la Loi sur les jurés.*

Art. 34. *Cette modification est de concordance avec l'article 33.*

Art. 35. *Cet article fait passer de cinq à six le nombre de membres à plein temps de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.*

Art. 36. *Le texte actuel du deuxième alinéa de l'article 4 est le suivant:*

«Au moins un des membres doit être juge de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix.»

Art. 37. *Cet article élimine l'obligation pour le juge de paix de contresigner le procès-verbal dressé par le greffier.*

Art. 38. *Cet article rend applicable à un juge du Tribunal de la jeunesse l'article 49 de la Loi sur les poursuites sommaires.*

Loi d'interprétation

32. L'article 61 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16) est modifié par le remplacement dans le paragraphe 12 de la version anglaise, du mot «Gouvernement» par le mot «Government».

Loi sur les jurés

33. L'article 4 de la Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2) est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) un juge de la Cour Suprême du Canada, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel, de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix ou du Tribunal de la jeunesse, un juge municipal et un officier de justice;».

34. L'article 6 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus

35. L'article 3 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1) est modifié par le remplacement des mots «cinq membres» par les mots suivants: «six membres».

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement

36. L'article 4 de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

Loi sur les poursuites sommaires

37. L'article 47 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, des mots «et est contresigné par le juge de paix».

38. L'article 49 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, à la première ligne du premier alinéa, après le mot «sessions», de ce qui suit: «, un juge du Tribunal de la jeunesse»;

2° par l'insertion, à la dernière ligne du deuxième alinéa, après le mot «sessions», de ce qui suit: «, un juge du Tribunal de la jeunesse».

Art. 39. Cet article rend applicable à une personne qui exécute une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires l'article 19.7 de la Loi sur la probation et les établissements de détention.

Art. 40. Cet article est de droit nouveau.

Art. 41. Cette modification est de concordance avec les articles 42 et 43.

Art. 42. Cet article modifie le territoire sur lequel les juges des districts d'Arthabaska et de Frontenac ont juridiction concurrente.

Loi sur la probation et sur les établissements de détention

39. La Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26) est modifiée par l'addition, à la fin de l'article 19.7, des mots suivants: «ou à une personne qui exécute une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires.».

Loi sur les tribunaux judiciaires

40. La Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 59, de ce qui suit:

« §2.—*Dispositions relatives au territoire d'Abitibi*

«**60.** Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Roberval ont, suivant leur compétence respective, juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire d'Abitibi sur le territoire d'Abitibi et sur le territoire de Mistassini dans toutes les affaires civiles, criminelles et pénales.

Toutefois, un bénéficiaire de la Convention de la Baie James et du Nord québécois peut, s'il est partie à un procès, exiger que la demande ou la poursuite intentée contre lui soit entendue dans le district d'Abitibi et non dans celui de Roberval.».

41. L'intitulé de la sous-section 4 de la section v de la première partie de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 15 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

« §4.—*Dispositions relatives aux districts
d'Arthabaska, de Frontenac et de Saint-François*».

42. L'article 62 de cette loi, remplacé par l'article 16 du chapitre 7 des lois de 1975 et modifié par l'article 8 du chapitre 15 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**62.** Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire d'Arthabaska ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Frontenac, suivant leur compétence respective dans les affaires civiles, criminelles et pénales, sur le territoire des municipalités de Lyster, Sainte-Julie, Sainte-Sophie, de la ville de Plessisville, des paroisses de Plessisville et de Notre-Dame-de-Lourdes et du village de Laurierville.».

Art. 43. Cet article modifie le territoire sur lequel les juges des districts de Saint-François et de Frontenac ont juridiction concurrente.

Art. 44. Cet article précise que la Cour supérieure, en matière criminelle en première instance, tient, dans chaque district, au moins trois termes par année et non plus un seul.

Art. 45. Cet article a trait au commencement des termes visés dans l'article 44.

Art. 46. La modification proposée est de concordance avec les articles 44 et 45.

Art. 47. Cet article a pour objet d'augmenter de soixante-huit à soixante et onze le nombre de juges de la Cour des sessions de la paix.

Arts. 48 et 49. Ces articles sont de droit nouveau.

43. L'article 63 de cette loi, remplacé par l'article 17 du chapitre 7 des lois de 1975 et par l'article 9 du chapitre 15 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**63.** Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Saint-François ont juridiction concurrente avec ceux du district de Frontenac, suivant leur compétence respective dans les affaires civiles, criminelles et pénales, sur les territoires des municipalités de Lambton et Saint-Évariste-de-Forsyth, du village de la Guadeloupe et de la paroisse de Courcelles.».

44. L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**74.** La Cour supérieure, en matière criminelle en première instance, tient, dans chaque district, au moins trois termes par année.».

45. L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**75.** Le juge en chef ou le juge en chef associé, suivant le cas, fixe les dates auxquelles commencent ces termes et en donne avis à la *Gazette officielle du Québec*.

L'avis est aussi affiché dans le greffe du district qu'il concerne.».

46. L'article 77 de cette loi est abrogé.

47. L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots «soixante-huit juges» par les mots suivants: «soixante et onze juges».

48. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 115.1, du suivant:

«**115.2** Tout juge du Tribunal de la jeunesse qui siège dans le district judiciaire d'Abitibi peut exercer les compétences que la loi attribue à la Cour provinciale ou à ses juges comme s'il était juge de cette cour.».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 134, du suivant:

«**134.1** Tout juge de la Cour provinciale qui siège dans le district judiciaire d'Abitibi peut exercer les compétences que la loi attribue au Tribunal de la jeunesse ou à ses juges comme s'il était juge de ce tribunal.».

Art. 50. *La modification proposée est de concordance avec la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales.*

Art. 51. *La modification proposée a pour objet de faciliter l'application des nouvelles dispositions prévues par cette loi à une société en commandite déjà existante à la date de son entrée en vigueur.*

Art. 52. *Cet article prévoit que les permis pourront être signés non seulement par le secrétaire mais aussi par le président ou le vice-président.*

Art. 53. *Cet article est de droit nouveau.*

Art. 54. *La modification proposée est de concordance avec l'article 53.*

Art. 55. *Cet article a pour objet de restreindre l'application de l'article 62 de la Loi sur les permis d'alcool aux permis autorisant la vente de boissons alcooliques pour consommation sur place.*

50. L'article 220 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) devant un chef de poste, un délégué ou un délégué général du Québec;».

Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés

51. L'article 8 de la Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (1978, chapitre 99), modifié par l'article 123 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Elle s'applique aussi à toute société existante qui produit une déclaration conformément aux articles 1877 et 1879 du Code civil, tels qu'édictees par la présente loi. Cette société est alors réputée continuée.».

Le présent article a effet depuis le 7 mars 1979.

Loi sur les permis d'alcool

52. L'article 48 de la Loi sur les permis d'alcool (1979, chapitre 71) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**48.** Les permis sont signés par le président, le vice-président ou le secrétaire.».

53. L'article 49 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Toutefois, un permis, autre qu'un permis de réunion, délivré à une personne qui en détenait déjà un expire à la même date que celui-ci. Le droit payable est ajusté par la Régie en fonction de la durée d'exploitation du permis.».

54. L'article 51 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**51.** Un permis peut être renouvelé par la Régie, soit à tous les deux ans, à la date anniversaire d'obtention du permis, soit, dans le cas d'un permis visé dans le deuxième alinéa de l'article 49, à sa date d'expiration.».

55. L'article 62 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**62.** Un détenteur de permis ne peut admettre une personne dans une pièce ou sur une terrasse où est exploité un permis auto-

Art. 56. Cet article a pour objet d'étendre l'application de l'article 64 de la Loi sur les permis d'alcool à la Société des alcools du Québec.

Art. 57. Cet article a pour objet d'étendre à d'autres personnes le privilège d'exploiter temporairement un permis à la place de son détenteur.

Arts. 58 et 59. Ces articles sont de droit nouveau.

Art. 60. Cet article est de concordance avec l'article 53.

risant la vente de boissons alcooliques pour consommation sur place en dehors des heures où ce permis peut être exploité ni tolérer qu'une personne y demeure plus de trente minutes après l'heure où ce permis doit cesser d'être exploité, à moins qu'il ne s'agisse d'un employé de l'établissement.».

56. L'article 64 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article s'applique également à la Société des alcools du Québec.».

57. L'article 79 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**79.** La Régie peut, sur production des documents pertinents qu'elle peut exiger et sur paiement du droit prescrit par règlement, autoriser temporairement une personne autre que le détenteur à exploiter un permis, si cette personne est l'exécuteur testamentaire du détenteur du permis, son légataire ou son héritier ou une personne désignée par eux, un syndic à la faillite, un liquidateur, un séquestre judiciaire ou conventionnel ou un fiduciaire qui administre provisoirement un établissement dans lequel le permis est exploité.».

58. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 86, du suivant:

«**86.1** Lorsque, par règlement, il est prévu que le droit exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis ou d'une autorisation de présenter un spectacle, de projeter un film ou de pratiquer la danse peut être payé en plus d'un versement, le permis ou l'autorisation sont révoqués de plein droit si son détenteur omet de payer un tel versement, conformément à ce règlement.».

59. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 172, du suivant:

«**172.1** Une personne qui, le 15 octobre 1980, détenait un permis d'épicerie délivré en vertu du quatrième alinéa de l'article 20 de la Loi sur la Commission de contrôle des permis d'alcool peut continuer à exploiter ce permis, conformément à cet alinéa, et à se le voir renouvelé.

Le présent article cesse toutefois d'avoir effet si le permis d'épicerie est révoqué.».

60. Tous les permis autres qu'un permis de réunion, délivrés en vertu de la Loi sur les permis d'alcool (1979, chapitre 71) et détenus par une personne au moment de l'entrée en vigueur du

Art. 61. Cet article assouplit le délai d'appel.

Art. 62. Cet article étend le délai de prescription de 4 à 6 mois.

deuxième alinéa de l'article 49 de cette loi, édicté par l'article 53 de la présente loi, expirent à la date d'expiration du premier d'entre eux.

La Régie des permis d'alcool du Québec remet alors au détenteur la partie du droit payé correspondant à la période où un permis n'a pas été exploité en raison du premier alinéa ou crédite ce montant sur le droit à payer, si le permis est renouvelé.

Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques

61. L'article 164 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre *insérer ici le nouveau numéro de chapitre du chapitre C-33*) est remplacé par le suivant:

« **164.** Dans chacun des cas prévus à l'article 163, l'appel doit être interjeté par requête devant un des juges de la Cour d'appel, à l'endroit où les appels du district dans lequel le jugement a été rendu sont portés. Il doit être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement ou dans tout autre délai n'excédant pas trente jours que fixe la Cour d'appel ou l'un de ses juges, soit avant, soit après l'expiration du délai de quinze jours. Il est soumis à la Cour d'appel, composée de trois juges, à sa prochaine séance, avec présence sur toutes les autres causes lorsqu'il s'agit d'un jugement comportant l'emprisonnement. ».

62. L'article 179 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « quatre » par le mot « six ».

Le présent article n'a effet qu'à l'égard des infractions commises après son entrée en vigueur.

Disposition finale

63. La présente loi entrera en vigueur 30 jours après sa sanction.